

Versailles fut déclarée; le 26 mars, la Commune était élue; le 28, elle fut proclamée; le Comité central de la garde nationale, qui, jusqu'alors, avait exercé le pouvoir, abdiqua entre les mains de la Commune, après avoir aboli par décret la scandaleuse « police des mœurs » de Paris. Le 30, la Commune supprima la conscription et l'armée permanente et proclama la garde nationale, dont tous les citoyens valides devaient faire partie, comme la seule force armée; elle remit tous les loyers d'octobre 1870 jusqu'en avril, portant en compte les termes déjà payés pour l'échéance à venir, et suspendit toute vente d'objets engagés au mont-de-piété municipal. Le même jour, les étrangers élus à la Commune furent confirmés dans leurs fonctions, car « le drapeau de la Commune est celui de la République universelle ». — Le 1^{er} avril, il fut décidé que le traitement le plus élevé d'un employé de la Commune, donc aussi de ses membres, ne pourrait dépasser 6 000 francs. Le lendemain furent décrétées la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la suppression du budget des cultes, ainsi que la transformation de tous les biens ecclésiastiques en propriété nationale; en conséquence, le 8 avril, on ordonna de bannir des écoles tous les symboles, images, prières, dogme religieux, bref « tout ce qui relève de la conscience individuelle de chacun », ordre qui fut réalisé peu à peu. — Le 5, en présence des exécutions de combattants de la Commune prisonniers auxquelles procédaient quotidiennement les troupes versaillaises, un décret fut promulgué, prévoyant l'arrestation d'otages, mais il ne fut jamais exécuté. — Le 6, le 137^e bataillon de la garde nationale alla chercher la guillotine et la brûla publiquement au milieu de la joie populaire. — Le 12, la Commune décida de renverser, comme étant le symbole du chauvinisme et de l'excitation des peuples à la discorde, la colonne Vendôme, coulée par Napoléon avec les canons conquis, après la guerre de 1809. Ce qui fut fait le 16 mai. — Le 16 avril, la Commune ordonna un recensement des fabriques arrêtées par les fabricants et l'élaboration de plans pour donner la gestion de ces entreprises aux ouvriers qui y travaillaient jusque-là et devaient être réunis en associations coopératives, ainsi que pour organiser ces associations en *une seule* grande fédération. — Le 20, elle abolit le travail de nuit des boulangers, ainsi que les bureaux de placement, monopolisés depuis le second Empire par des individus choisis par la police et exploités d'ouvriers de premier ordre; ces bureaux furent affectés aux mairies des vingt arrondissements de Paris. — Le 30 avril, elle ordonna la suppression des monts-de-piété, qui constituaient une exploitation privée des ouvriers et étaient en contradiction avec le droit de ceux-ci à leurs instruments de travail et au crédit. — Le 5 mai, elle décida de faire raser la chapelle expiatoire élevée en réparation de l'exécution de Louis XVI.

Ainsi, à partir du 18 mars, apparut, incisif et pur, le caractère de classe du mouvement parisien qu'avait jusqu'alors relégué à l'arrière-plan la lutte contre l'invasion étrangère. Dans la Commune ne siégeaient presque que des ouvriers ou des représentants reconnus des ouvriers; ses décisions portaient de même un caractère nettement prolétarien. Ou bien elle décrétait des réformes, que la bourgeoisie républicaine avait négligées par pure lâcheté, mais qui constituaient pour la libre action de la classe ouvrière une base indispensable, comme la réalisation de ce principe que,

en face de l'Etat, la religion n'est qu'une affaire privée; ou bien elle promulguait des décisions prises directement dans l'intérêt de la classe ouvrière, et qui, pour une part, faisaient de profondes entailles dans le vieil ordre social. Mais tout cela, dans une ville assiégée, ne pouvait avoir au plus qu'un commencement de réalisation. Et, dès les premiers jours de mai, la lutte contre les troupes toujours plus nombreuses du gouvernement de Versailles absorba toutes les énergies.

Le 7 avril, les Versaillais s'étaient emparés du passage de la Seine, à Neuilly, sur le front ouest de Paris; par contre, le 11, sur le front sud, ils furent repoussés avec des pertes sanglantes par une attaque du général Eudes. Paris était bombardé sans arrêt, et cela par les mêmes gens qui avaient stigmatisés comme sacrilège le bombardement de cette ville par les Prussiens. Ces mêmes gens mendiaient maintenant, auprès du gouvernement prussien, le rapatriement accéléré des soldats français prisonniers de Sedan et de Metz, pour leur faire reconquérir Paris. L'arrivée graduelle de ces troupes donna aux Versaillais, à partir du début de mai, une supériorité décisive. Cela apparut dès le 23 avril, quand Thiers rompit les négociations entamées sur proposition de la Commune et visant à échanger l'archevêque de Paris et toute une série d'autres curés retenus comme otages, contre le seul Blanqui, deux fois élu à la Commune, mais prisonnier à Clairvaux. Et cela se fit sentir plus encore dans le changement de ton du langage de Thiers; jusqu'à ce moment atermoyant et équivoque, il devint tout d'un coup insolent, menaçant, brutal. Sur le front sud, les Versaillais prirent, le 3 mai, la redoute du Moulin-Saquet; le 9, le fort d'Issy, totalement démoli à coups de canon, le 14, celui de Vanves. Sur le front ouest, ils s'avancèrent peu à peu jusqu'au rempart même, s'emparant de nombreux villages et bâtiments contigus aux fortifications. Le 21, ils réussirent à pénétrer dans la ville par trahison et du fait de la négligence du poste de la garde nationale. Les Prussiens qui occupaient les forts du nord et de l'est laissèrent les Versaillais s'avancer par le terrain au nord de la ville qui leur était interdit par l'armistice, leur permettant ainsi d'attaquer sur un large front que les Parisiens devaient croire protégé par la convention et n'avaient de ce fait que faiblement garni de troupes. Aussi n'y eut-il que peu de résistance dans la moitié ouest de Paris, dans la ville de luxe proprement dite. Elle se fit plus violente et tenace, à mesure que les troupes d'invasion approchaient de la moitié est, des quartiers proprement ouvriers. Ce n'est qu'après une lutte de huit jours que les derniers défenseurs de la Commune succombèrent sur les hauteurs de Belleville et de Ménilmontant, et c'est alors que le massacre des hommes, des femmes et des enfants sans défense, qui avait fait rage toute la semaine, et n'avait cessé de croître, atteignit son point culminant. Le fusil ne tuait plus assez vite, c'est par centaines que les vaincus furent exécutés à la mitrailleuse. Le Mur des fédérés, au cimetière du Père-Lachaise, où s'accomplit le dernier massacre en masse, est aujourd'hui encore debout, témoin à la fois muet et éloquent de la furie dont la classe dirigeante est capable dès que le prolétariat ose se dresser pour son droit. Puis, lorsqu'il s'avéra impossible d'abattre tous les communards, vinrent les arrestations en masse, l'exécution de victimes choisies arbitrairement dans les rangs des prisonniers, la relégation des